

Lausanne, le 31 janvier 2024

L'USP DEFEND LE LIBRE-ECHANGE ET NON LES PAYSAN·NES SUISSES

Suite à la colère des paysan·nes suisses affichée ces derniers jours dans nos campagnes, à la réponse extrêmement décevante et insuffisante de l'Union Suisse des Paysans, et en solidarité avec nos collègues [1] de La Via Campesina mobilisés partout en Europe, Uniterre encourage ses membres et l'ensemble des paysan·nes suisses à en demander davantage !

Depuis la dernière grande manifestation paysanne à Berne en 2005, qui pointait déjà du doigt les politiques néo-libérales du gouvernement, la situation n'a fait qu'empirer. En 50 ans, le nombre de fermes suisses a été divisé par 2, et depuis 20 ans 3 fermes en moyenne mettent la clé sous le paillason chaque jour. Pendant ce temps, les prix à la production chutent chaque année tandis que les coûts de production explosent (+ 14% en 2022) et que le prix de l'alimentation en magasin augmente régulièrement [2]. Les paysan·nes, soumis·es à une bureaucratie de plus en plus contraignante, n'en ont pas pour autant perdu leur arithmétique, et savent très bien où finit l'argent des consommateur·rices qu'ils ne verront jamais. Uniterre, comme d'autres [3], l'a démontré à de nombreuses reprises, jusqu'à l'année passée avec sa campagne pour des prix équitables [4]. Pour ces raisons, encouragé·es par les mouvements de révolte qui secouent les pays voisins, les paysan·nes suisses ont manifesté ces derniers jours une colère tout aussi légitime (<https://uniterre.ch/fr/solidarite-allemande-alimentation-durable-revenus-equitables/>), en attendant que "la défense professionnelle" plaide leur cause.

Malheureusement cette dernière, l'Union suisse des paysans (USP), s'est contentée d'une pétition sur Campax <https://act.campax.org/petitions/revendications-de-l-agriculture-a-l-egard-de-la-politique-et-du-marche?source=rawlink&share=3ce89ce9-73e4-44dd-b533-a8dc2561ff78>! Uniterre estime qu'il s'agit d'une réponse insuffisante et qu'il faut urgemment légiférer et imposer des limites claires aux grosses entreprises, qu'il s'agisse de la Coop, de la Migros, de la Fenaco ou des multinationales ! Hélas, cette tiédeur ne nous surprend pas. L'année dernière, l'USP s'est alliée avec Économie Suisse, l'Union patronale et l'Union Suisse des Arts et métiers (USAM) au sein de Perspective Suisse. Les objectifs de ce nouveau groupe d'intérêt sont clairs : favoriser le libre échange et la libre concurrence, comme nous l'avons montré dans un article paru il y a déjà une année (<https://uniterre.ch/fr/du-baton-que-lon-tient-on-est-souvent-battu/>). Cette alliance contre-nature empêche donc à présent l'USP d'assumer sa fonction première, à savoir défendre l'existence même des agriculteurs et agricultrices. En prétendant sans sourciller "être" l'agriculture, elle les sacrifie sur l'autel du marché. Dernière exemple en date : le refus du Conseil national de l'initiative parlementaire pour un Ombudsman agricole, visant à garantir une meilleure protection juridique des paysan·nes confronté·es à des pratiques déloyales. Les représentant·es du "lobby paysan" à Berne l'ont largement refusé (<https://uniterre.ch/fr/le-conseil-national-refuse-une-meilleure-protection-des-agriculteurs%C2%B7rices/>). Cela participe à cette instrumentalisation exagérée "des écolos" que pratique le lobby paysan dans les médias et sur ses propres canaux de communication. Contrairement à ce que clament les cadres de l'USP, une partie des pourfendeurs de l'agriculture familiale idyllique qui orne sa communication, comme celle de la grande distribution, se cache dans ses rangs. Il est temps que le monde agricole prenne conscience des failles qui le divisent vraiment.

Les pratiques déloyales de la grande distribution ne sont plus à prouver. Les pouvoirs publics, par le biais de l'administration fédérale et de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), ne peuvent ignorer cet état de fait. Cependant, plutôt que de développer de la transparence sur les marchés agricoles et de réglementer le marché, ils préfèrent déboursier de l'argent public au travers des paiements directs (donc nos impôts !). Nous demandons à présent un fort courage politique. Il n'est plus question de se

caché derrière la concurrence à outrance et le secret commercial : la grande distribution, Coop et Migros en tête, doivent rendre des comptes.

Il faut également mettre fin à la focalisation excessive sur la responsabilité des consommateur·rices et sur les engagements volontaires des entreprises. Des prix équitables et des filières transparentes ne peuvent être obtenus que si la Confédération prend ses responsabilités en contrôlant les pratiques commerciales de la grande distribution, notamment au-travers d'une régulation du marché et d'une meilleure répartition des richesses. Le laisser-faire n'est plus envisageable : le désengagement de la Confédération fait le jeu de la grande distribution qui peut donc continuer à saigner la paysannerie suisse sans être inquiétée !

Contrairement à ce que montrent de nombreux médias, la colère des paysan·nes européen·nes n'est pas uniquement dirigée contre le Green New Deal et les mesures écologiques. Et il est de notre devoir de mettre en garde, avec la Coordination Européenne Via Campesina[5], contre les risques de récupération par l'extrême-droite et la diffusion exagérée d'un discours climato-sceptique. Les agriculteur·rices suisses sont parmi les meilleurs élèves en matière de protection de l'environnement, et une immense majorité est consciente des enjeux de la perte de biodiversité et du changement climatique. Rappelons une fois encore qu'ils et elles sont les premiers à les subir ! Mais il est profondément injuste qu'ils en fassent seuls les frais. Ils et elles en ont fait assez ! Les mesures écologiques doivent être maintenues, mais elles doivent d'une part être négociées avec le milieu agricole et de l'autre, être entièrement compensées financièrement. En outre, nous proposons que les plus importantes des contraintes écologiques à venir soient imposées non de manière arbitraire à la fin d'une année civile mais lors de la transmission de domaine[6]. Rappelons que la moitié des chef·fes d'exploitation arriveront à la retraite d'ici 15 ans, et qu'il est par ailleurs urgent d'encourager activement l'accès à la terre des jeunes générations[7].

C'est bel et bien contre le système néo-libéral, contre le marché globalisé et contre l'absence de reconnaissance que les agriculteurs et agricultrices se soulèvent aujourd'hui. Assez c'est assez ! Nous ne pouvons pas continuer dans cette voie qui détruit le vivant par le suicide paysan, l'exploitation animale illimitée, la destruction des ressources et la mise en concurrence avec des aliments produits dans des conditions proches de l'esclavage !

Des assemblées paysannes ont lieu ces jours dans les différents cantons, il n'est pas impossible qu'une partie des paysan·ess finissent par descendre dans la rue ici comme chez nos voisin·es. Nous appelons nos membres à s'organiser localement, à relayer nos informations et à rester en contact.

[1] En Belgique, <https://www.fugea.be/accueil/sauvons-les-fermes-et-leur-transition-la-fugea-se-mobilise-pour-crier-le-desarroi-de-ses-membres/> et en France <http://confederationpaysanne.fr/actu.php?id=14096> pour les francophones

[2] <https://www.heidi.news/explorations/qui-nourrira-la-suisse-demain/en-chiffres-et-en-graphiques-tout-comprendre-des-fermes-et-des-surfaces-agricoles-en-suisse>

[3] <https://www.frc.ch/dossiers/marges/>

[4] <https://uniterre.ch/fr/actualites/#campagne-prix-equitables>

[5] <https://www.eurovia.org/fr/communique-de-presse/le-rejet-des-accords-de-libre-echange-et-la-lutte-pour-un-revenu-decent-au-coeur-des-mobilisations-des-agriculteurices-en-europe/>

[6] <https://www.pronatura.ch/fr/2022/le-changement-generationel-agricole-est-une-chance>

[7] <https://uniterre.ch/fr/la-terre-a-elles-et-ceux-qui-la-cultivent-une-urgence-pour-lavenir-de-nos-systemes-alimentaires/>

Contacts :

Eline Müller, e.muller@uniterre.ch 078 824 85 01

Berthe Darras, b.darras@uniterre.ch 078 824 85 01

Alberto Silva, a.silva@uniterre.ch 079 326 31 34